

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2019/35 DU 14 SEPTEMBRE 2019

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l’agriculture et de l’alimentation	(*)

(*) Aucun texte du ministère chargé de l’agriculture dans le *BO* n° 35.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/35

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Artistiques et culturelles (entreprises) : accord du 11 avril 2019 relatif à la révision de l'article VI-6.1 de la convention collective	4
Automobile (services) : accord du 25 juin 2019 relatif au RNCSA et au RNQSA pour le deuxième semestre 2019.....	7
Automobile (services) : accord du 25 juin 2019 relatif au tarif des cotisations de prévoyance obligatoire	46
Bâtiment (ouvriers [entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : adhésion par lettre du 26 juillet 2019 de la fédération française du bâtiment à l'accord du 25 janvier 1994 et à ses avenants n° 1 du 4 mai 1995, n° 2 du 14 novembre 1995 et n° 3 du 20 octobre 2003	48
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie : avenant n° 5 du 14 juin 2019 relatif au financement et au développement du paritarisme.....	49
Déchet : avenant n° 63 du 26 juin 2019 relatif aux conditions de transfert des contrats de travail en cas de changement de titulaire d'un marché public.....	51
Hospitalisation privée-thermalisme : avenant n° 31 du 16 avril 2019 relatif à la revalorisation de la grille des salaires conventionnels minimaux.....	53
Librairie : adhésion par lettre du 20 mai 2019 de l'UNSA à la convention collective.....	55
Mannequins, création et événement (agences et entreprises techniques) : accord du 31 juillet 2019 relatif au degré élevé de solidarité mutualisé pour les entreprises de la branche ETSCE	56
Métallurgie (Bas-Rhin) : avenant du 17 mai 2019 à l'accord du 22 juin 1993 relatif aux salaires (RMH, RAEG) et primes de congés pour l'année 2019	60
Métallurgie (Valenciennes et Cambrésis) : avenant du 7 juin 2019 à l'accord du 9 juillet 1992 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) pour l'année 2019	63
Métallurgie (Valenciennes et Cambrésis) : avenant du 7 juin 2019 relatif à la valeur du point et à la prime de panier de nuit au 1 ^{er} avril 2019.....	66
Propreté (entreprises) : avenant n° 3 du 21 mai 2019 à l'accord du 3 mars 2015 relatif à la prime annuelle.....	68
Propreté (entreprises) : avenant n° 16 du 9 juillet 2019 à l'accord du 26 juillet 2011 relatif à la modification des articles 5.3.5, 5.6.3, 5.7.1 et 5.7.5 de la convention collective	70

Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 11 mars 1996	74
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 1er avril 1999	75
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 3 avril 2001 « loi Aubry II ».....	77
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 17 avril 2002	79
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 28 avril 2004	80
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 18 février 2005	81
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 22 novembre 2013	82
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 22 novembre 2013	83
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 23 avril 2015	84
Sanitaire, social et médico-social : adhésion par lettre du 24 juin 2019 de la FEHAP à l'accord du 7 mai 2015	85
Transports routiers : adhésion par lettre du 6 avril 2019 de la CNM à l'accord du 13 décembre 2018	86

Brochure n° 3226

Convention collective nationale
IDCC : 1285. – ENTREPRISES ARTISTIQUES ET CULTURELLES

ACCORD DU 11 AVRIL 2019
RELATIF À LA RÉVISION DE L'ARTICLE VI-6.1
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET1951024M*
IDCC : 1285

Entre :

SYNDEAC ;

SNSP ;

SMA ;

PROFEDIM ;

FORCES MUSICALES ;

FSICPA,

D'une part, et

SNAPAC CFDT ;

SFA CGT ;

SNAM CGT ;

SYNPTAC CGT ;

FNSAC CGT ;

F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Aux termes des dispositions de l'article VI-6 de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles, « un salarié soumis à l'aménagement du temps de travail ne peut être convoqué pour moins de 3 h 30 consécutives de travail dans la journée ».

Prenant acte des difficultés d'interprétation soulevées par ce texte, les partenaires sociaux de la branche entendent préciser son contenu, et élargir son champ d'application au-delà de l'aménagement du temps de travail.

Le présent accord s'applique, sans distinction selon leur taille, à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles.

Article 1^{er}

L'article VI-6.1 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article VI-6.1

Durée

La durée quotidienne du travail effectif de chaque salarié ne peut excéder 10 heures.

La durée journalière de travail effectif peut être portée à 12 heures, dans le respect des dispositions de l'article VI-4 de la présente convention, dans les cas suivants :

- pour les salariés qui sont en tournée ou en activité de festival,
- pour les salariés qui participent à la production (création ou reprise) d'un spectacle : dans ce cas, cette dérogation ne pourra être effective que pour les 15 jours qui précèdent la première représentation ;
- pour les salariés qui participent au montage et démontage du spectacle.

Durée minimale quotidienne de travail

Tout salarié, quel que soit le mode d'organisation de son temps de travail, ne peut pas être convoqué pour moins de 3 h 30 consécutives de travail dans la journée.

Lorsqu'une période de travail débute sur une journée pour se prolonger après minuit, cela n'ouvre pas droit à une nouvelle durée minimale de travail au bénéfice du salarié.

Par dérogation à ce qui précède, la durée minimale de convocation ne s'applique pas :

- aux emplois qui relèvent des titres XIII, XIV, XV, XVI et XVII ;
- aux emplois suivants occupés en CDII, et listés à l'article V-13, qui ne peuvent être convoqués pour moins de 2 heures dans la journée :

Filière technique

- opérateur-trice projectionniste ;
- employé-e de nettoyage ;
- gardien-ne.

Filière administration

- caissier-ère.

Filière communication – relations publiques

- attaché(e) à l'accueil ;
- attaché(e) à l'information ;
- hôtes(esse) de salle ;
- hôtes(esse) d'accueil ;
- contrôleur(euse) ;
- employé(e) de bar. »

Article 2

Date d'application

Le présent accord entre en vigueur dans un délai de 15 jours à compter de la date de sa notification aux parties signataires.

Article 3

Durée

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Les organisations signataires conviennent de se réunir tous les 2 ans afin d'assurer son suivi.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente en deux exemplaires auprès des services centraux du ministère du travail conformément aux articles L. 2261-1 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Il est convenu que les signataires demandent l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2261-15 du code du travail.

Un exemplaire du présent texte sera établi et notifié à chaque partie.

Fait à Paris, le 11 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3034

Convention collective nationale
IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motorcycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)

ACCORD DU 25 JUIN 2019
RELATIF AU RNCSA ET AU RNQSA
POUR LE DEUXIÈME SEMESTRE 2019

NOR : ASET1951082M
IDCC : 1090

Entre :

CNPA ;

FNA ;

ASAV,

D'une part, et

CFTC ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FO métaux ;

FTM CGT,

D'autre part,

Vu l'article 1.21 b, 1 de la convention collective,

Vu l'avenant n° 1, en date du 22 février 2017, à l'accord paritaire national du 15 mai 2007 relatif à l'actualisation du RNQSA et du RNCSA,

Vu les demandes de modifications du RNQSA déposées en juin 2018 et en juin 2019 au secrétariat de la commission,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le RNCSA du second semestre 2019 est ci-annexé.

Article 2

La filière « Services rapides » dotée des codes « AA » est renommée « Services multimarques de l'après-vente automobile ».

Article 3

Les fiches de qualification « Mécanicien SMAVA » AA.6.2, « Technicien SMAVA » AA.9.2, « Technicien expert SMAVA » AA.12.2, « Chef d'équipe atelier/chef d'équipe après-vente/chef d'équipe vente SMAVA » AA.20.2 ci-annexées sont créées au sein de la filière services multimarques de l'après-vente automobile.

Article 4

La fiche de qualification « Technicien expert réparateur de véhicules anciens et historiques » A.12.8, ci-annexée, est créée au sein de la filière maintenance.

Article 5

La fiche de qualification « carrossier tôlier formeur véhicules anciens et historiques » B.9.5, ci-annexée, est supprimée au sein de la filière carrosserie-peinture.

Article 6

Les fiches A.3.5, A.9.5, A.9.8, AA.6.1, AA.9.1, AA.C.I.1, AA.C.II.1, B.9.1 et B.12.1, ci-annexées, sont modifiées.

Article 7

Les cinq fiches nouvelles visées aux articles 3 et 4 sont repérées par leur intitulé, qui figure en caractères italiques gras. Les modifications des neuf fiches visées à l'article 6 sont repérées en caractères italiques gras dans le corps des fiches.

Article 8

Les organisations soussignées rappellent que le présent accord est un dispositif de branche, qui n'a pas vocation à faire l'objet d'adaptations au plan territorial ni au niveau des entreprises.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les organisations soussignées décident que le présent accord paritaire national ne comporte aucune stipulation spécifique aux entreprises de moins 50 salariés, les dispositions qu'il comporte devant être appliquées par toutes les entreprises de la branche, sans considération du nombre de salariés qu'elles emploient.

Article 9

Les partenaires sociaux veilleront à assurer la prise en compte de l'impératif de mixité des emplois et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'analyse des critères retenus dans la description des qualifications au sein du RNCSA et du RNQSA, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 10

Conformément à l'article 8 de l'avenant n° 1 du 22 février 2017 modifiant l'article 5 de l'accord paritaire national du 15 mai 2007, le présent accord paritaire national entrera en vigueur le premier jour du deuxième semestre 2019.

Il sera procédé au dépôt du présent accord paritaire national dans les meilleurs délais ainsi qu'à la demande de son extension conformément à l'article L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Suresnes, le 25 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Série 1

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 3, dans les conditions fixées par l'article 3.02 de la convention collective.

CAP : Maintenance des véhicules :

- option A : voitures particulières ;
- option B : véhicules de transport routier ;
- option C : motocycles.

CAP : Réparation des carrosseries

CAP : Peinture en carrosserie

CAP : Vendeur-magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles

CAP : Employé de vente spécialisé, option C : service à la clientèle

BEP : Métiers de la relation aux clients et aux usagers

BEP : Métiers des services administratifs

BEPECASER

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Peintre en carrosserie

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Carrossier réparateur

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Mécanicien(ne) réparateur(trice) de véhicules industriels

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Mécanicien(ne) de maintenance automobile (précédemment : titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : mécanicien(ne) réparateur(trice) automobile)

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Mécanicien(ne) automobile (précédemment : titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : mécanicien(ne) électricien(ne) automobile)

CQP : Opérateur service rapide

CQP : Mécanicien de maintenance automobile

CQP : Mécanicien de maintenance motocycles

CQP : Mécanicien cycles

CQP : Opérateur maintenance pneumatiques véhicules industriels

CQP : Mécanicien collision

CQP : Tôlier ferreur

CQP : Peintre préparateur

CQP : Magasinier

CQP : Opérateur préparation véhicules

CQP : Opérateur station-service

CQP : Dépanneur-remorqueur VL

CQP : Démoniteur automobile
CQP : Agent d'opérations location
CQP : Agent d'exploitation de stationnement
CQP : Mécanicien de maintenance véhicules utilitaires et industriels
CQP : Opérateur vitrage
CQP : Débossleur sans peinture
CQP : Agent technique location longue durée

Série 2

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 6, dans les conditions fixées par l'article 3.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 2 permettent également à leur titulaire d'accéder à l'échelon 6 dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

Mention complémentaire au CAP : Réalisation de circuits oléohydrauliques et pneumatiques

Mention complémentaire au CAP : Maintenance des moteurs diesel et de leurs équipements

Mention complémentaire au CAP : Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile

Bac professionnel : Maintenance des véhicules

préparé sous statut scolaire :

- option A : voitures particulières ;
- option B : véhicules de transport routier ;
- option C : motocycles.

Bac professionnel : Réparation des carrosseries

préparé sous statut scolaire

Bac professionnel : Vente prospection – négociation – suivi de clientèle (précédemment bac professionnel vente)

préparé sous statut scolaire

Bac professionnel : Gestion – administration

préparé sous statut scolaire

Bac professionnel : Commerce

préparé sous statut scolaire

Bac professionnel : Accueil – relations clients et usagers

préparé sous statut scolaire

BEPECASER : Avec mention « groupe lourd » ou « 2 roues »

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Technicien(ne) électromécanicien(ne) automobile

(précédemment titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : technicien(ne) après-vente automobile)

CQP : Démoniteur automobile spécialiste

CQP : Opérateur spécialiste service rapide

CQP : Mécanicien spécialiste automobile
CQP : Mécanicien spécialiste motocycles
CQP : Tôlier spécialiste
CQP : Peintre spécialiste
CQP : Conseiller de vente pièces de rechange et accessoires ou magasinier-vendeur PRA ou vendeur boutique PRA.
CQP : Opérateur spécialiste maintenance pneumatiques véhicules industriels
CQP : Dépanneur-remorqueur PL
CQP : Mécanicien spécialiste cycles
CQP : Rénovateur véhicules d'occasion
CQP : Agent d'opérations location spécialiste
CQP : Contrôleur technique VL
CQP : Contrôleur technique PL
CQP : Vendeur motocycles
CQP : Opérateur de stationnement
CQP : Mécanicien spécialiste véhicules utilitaires et industriels
CQP : Électricien spécialiste véhicules utilitaires et industriels
CQP : Metteur en main de véhicule
CQP : Électricien spécialiste automobile
CQP : Opérateur spécialiste station-service
CQP : Débosseleur sans peinture spécialiste
CQP : Opérateur vitrage spécialiste
CQP : Vendeur-conseil magasin des services multimarques de l'après-vente automobile

Série 3

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 9, dans les conditions fixées par l'article 3.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 3 permettent également à leur titulaire d'accéder à l'échelon 9 dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

Bac professionnel : Maintenance des véhicules

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue :

- option A : voitures particulières ;
- option B : véhicules de transport routier ;
- option C : motocycles.

Bac professionnel : Réparation des carrosseries

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue

Bac professionnel : Vente prospection – négociation – suivi de clientèle (précédemment bac professionnel vente)

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue

Bac professionnel : Gestion – administration

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue

Bac professionnel : Commerce

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue

Bac professionnel : Accueil – relations clients et usagers

préparé en alternance sous contrat de travail ou en formation continue

Titre de l'EPCRA : Commercial en automobile

Titre : Conseiller technique cycles (précédemment titre professionnel conseiller technique cycles)

Titre Professionnel : Enseignant de la conduite et de la sécurité routière

Titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : Contrôleur technique automobile de véhicule léger

(précédemment en série 2 : titre professionnel du ministère chargé de l'emploi : contrôleur technique automobile)

CQP : Technicien électronicien électricien automobile

CQP : Technicien confirmé motocycles

CQP : Tôlier confirmé

CQP : Peintre confirmé

CQP : Conseiller de vente confirmé pièces de rechange et accessoires ou magasinier-vendeur confirmé PRA ou vendeur boutique confirmé PRA.

CQP : Vendeur itinérant pièces de rechange et accessoires

CQP : Vendeur

CQP : Démonteur automobile confirmé

CQP : Technicien confirmé mécanique automobile

CQP : Contrôleur technique VL

CQP : Contrôleur technique PL

CQP : Technicien confirmé mécanique véhicules utilitaires et industriels

CQP : Technicien confirmé véhicules utilitaires et industriels

CQP : Technicien garantie après-vente

CQP : Opérateur vitrage confirmé

CQP : Chargé de clientèle location longue durée

CQP : Mécanicien réparateur de véhicules anciens et historiques

CQP : Vendeur-conseil magasin confirmé des services multimarques de l'après-vente automobile

Série 4

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 12, dans les conditions fixées par l'article 3.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 4 permettent également à leur titulaire d'accéder à l'échelon 12 dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

Titre Professionnel : Enseignant de la conduite et de la sécurité routière, avec CCS 1 « 2 roues » ou CCS 2 « groupe lourd »

CQP : Carrossier-peintre

CQP : Technicien expert après-vente automobile

CQP : Technicien expert après-vente véhicules utilitaires et industriels

CQP : Technicien expert après-vente motocycles

CQP : Spécialiste garantie après-vente

CQP : Contrôleur technique confirmé VL

CQP : Contrôleur technique confirmé PL

Série 5

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 17, dans les conditions fixées par l'article 3B.02 de la convention collective.

CQP : Coordinateur préparation de véhicules de location

CQP : Adjoint au responsable d'exploitation de stationnement

Série 6

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 20, dans les conditions fixées par l'article 3B.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 6 permettent également à leur titulaire d'accéder à l'échelon 20 dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

BTS : Maintenance des véhicules :

- option A : voitures particulières ;
- option B : véhicules de transport routier ;
- option C : motocycles.

BTS : Support à l'action managériale

BTS : Assistant de manager à référentiel commun européen

BTS : Gestion de la PME

BTS : Assistant de gestion de PME-PMI à référentiel commun européen

BTS : Comptabilité et gestion des organisations (précédemment BTS comptabilité et gestion)

BTS : Négociation et digitalisation de la relation client

BTS : Négociation et relation client

BTS : Management des unités commerciales

DUT : Gestion des entreprises et des administrations

DUT : Techniques de commercialisation

DUT : Gestion logistique et transport

Titre de l'ESCRA : Gestionnaire d'unité commerciale spécialisée en automobile

BAFM

Brevet de maîtrise : Carrossier peintre en carrosserie

Brevet de maîtrise : Réparateur-gestionnaire en maintenance automobile

CQP : Vendeur automobile confirmé
CQP : Vendeur confirmé véhicules utilitaires
CQP : Vendeur confirmé véhicules industriels
CQP : Réceptionnaire après-vente option VL
 (précédemment CQP réceptionnaire après-vente [dont option VUI])
CQP : Réceptionnaire après-vente option VUI
 (précédemment CQP réceptionnaire après-vente [dont option VUI])
CQP : Réceptionnaire après-vente du domaine d'activité de la carrosserie-peinture
CQP : Chef d'équipe atelier option VL
 (précédemment CQP chef d'équipe atelier [dont option VUI])
CQP : Chef d'équipe atelier option VUI
 (précédemment CQP chef d'équipe atelier [dont option VUI])
CQP : Chef d'équipe atelier du domaine d'activité de la carrosserie-peinture
CQP : Chef d'équipe ventes pièces de rechange et accessoires
CQP : Chef de secteur vente itinérante pièces de rechange et accessoires
CQP : Chef d'équipe préparation livraison
CQP : Chef de station-service
CQP : Chef d'équipe atelier en démontage recyclage automobile
CQP : Chef de centre de contrôle technique VL
CQP : Chef de centre de contrôle technique PL
CQP : Chef de groupe opérationnel
CQP : Responsable d'exploitation de stationnement
CQP : Chef d'équipe motocycles
CQP : Agent de maîtrise atelier
CQP : Chef d'équipe vitrage ou chef d'atelier vitrage

Série 7

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur l'échelon de référence 23, dans les conditions fixées par l'article 3B.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 7 permettent également à leur titulaire d'accéder à l'échelon 23 dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

CQP : Attaché commercial automobile
CQP : Attaché commercial sociétés
CQP : Attaché commercial véhicules utilitaires
CQP : Attaché commercial véhicules industriels
CQP : Gestionnaire d'atelier ou contremaître d'atelier option VL
 (précédemment CQP : gestionnaire d'atelier ou contremaître d'atelier [dont option VUI])

CQP : Gestionnaire d'atelier ou contremaître d'atelier option VUI

(précédemment CQP : gestionnaire d'atelier ou contremaître d'atelier [dont option VUI])

CQP : Gestionnaire d'atelier ou contremaître d'atelier du domaine d'activité de la carrosserie-peinture

CQP : Gestionnaire pièces de rechange et accessoires

CQP : Chef d'agence(s) de location

CQP : Conseiller commercial location longue durée

Série 8

Les certifications visées ci-dessous permettent d'accéder à des qualifications du RNQSA positionnées sur le niveau I A, dans les conditions fixées par l'article 5.02 de la convention collective.

Certaines certifications inscrites dans une série inférieure à la série 8 permettent également à leur titulaire d'accéder au niveau I A dans les conditions indiquées ci-dessus, si leur obtention a été complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités décrites dans le paragraphe 3 « contenu de la qualification » de la fiche correspondant à l'emploi occupé. Cette mention figure alors au paragraphe 6 « modes d'accès à la qualification » de la fiche concernée.

Licence, ou diplôme de niveau équivalent, ou titre à finalité professionnelle de niveau II de la nomenclature de l'Éducation nationale, dans les domaines des sciences et techniques correspondant aux qualifications de branche (niveaux I à IV du RNQSA).

Licence professionnelle : Organisation, management des services de l'automobile (OMSA)

Licence Professionnelle : Management et gestion des organisations

Licence Professionnelle : Métiers de l'entrepreneuriat

Master : Management et administration des entreprises

Master : Droit, économie, gestion – mention management des PME-PMI

(précédemment master management des PME/PMI)

Master : Entrepreneuriat et management de projet

DCG

Diplôme d'ingénieur du CNAM : spécialité mécatronique, parcours ingénierie des process d'assistance aux véhicules

Titre de l'ISCAM : Manager commercial de la distribution automobile

B.A.D.G.E. ESSCA : Manager de la distribution et des services automobiles

Titre visé grade de master de l'ESSCA : Majeure e-marketing, mobilités, automobile

(précédemment master de l'ESSCA majeure « e-marketing, mobilités, automobile »)

CQP : Conseiller des ventes automobiles

CQP : Conseiller des ventes sociétés

CQP : Conseiller des ventes véhicules utilitaires

CQP : Conseiller des ventes véhicules industriels

CQP : Cadre technique d'atelier option VL (précédemment CQQ : cadre technique d'atelier [dont option VUI])

CQP : Cadre technique d'atelier option VUI (précédemment CQP : cadre technique d'atelier [dont option VUI])

CQP : Cadre technique d'atelier option CP (précédemment CQP : cadre technique d'atelier [dont option VUI])

CQP : Cadre technique pièces de rechange et accessoires

CQP : Adjoint au chef après-vente ou responsable d'atelier option VL (précédemment CQP adjoint au chef après-vente ou responsable d'atelier [dont option VUI])

CQP : Adjoint au chef après-vente ou Responsable d'atelier option VUI (précédemment CQP adjoint au chef après-vente ou responsable d'atelier [dont option VUI])

CQP : Adjoint au chef après-vente ou Responsable d'atelier option CP (précédemment CQP adjoint au chef après-vente ou responsable d'atelier [dont option VUI])

CQP : Chef après-vente option VL (précédemment CQP : chef après-vente [dont option VUI])

CQP : Chef après-vente option VUI (précédemment CQP : chef après-vente [dont option VUI])

CQP : Chef après-vente option CP (précédemment CQP : chef après-vente [dont option VUI])

CQP : Adjoint au chef des ventes

CQP : Chef des ventes

CQP : Adjoint au chef des ventes pièces de rechange et accessoires ou responsable de magasin

CQP : Chef des ventes pièces de rechange et accessoires

CQP : Responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite

CQP : Responsable de centre(s) de recyclage automobile

CQP : Responsable de station(s)-service

CQP : Chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile

CQP : Directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile

Série 9 : anciennes certifications

Les titulaires des anciens diplômes et titres ci-dessous sont classés selon les modalités de la fiche de qualification correspondant à l'emploi occupé, en fonction de la pratique professionnelle qu'ils ont acquise depuis l'obtention de leur certification.

Série vide

SIGNIFICATION DES SIGLES

ANFA : Association nationale pour la formation automobile

B.A.D.G.E. : Bilan d'aptitude délivré par les grandes écoles

BAFM : Brevet d'aptitude à la formation des moniteurs

BEP : Brevet d'études professionnelles

BEPECASER : Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière. *Le tronc commun du BEPECASER est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2017 ; les mentions « groupe lourd » et « 2 roues » resteront accessibles jusqu'à fin 2019.*

BTS : Brevet de technicien supérieur

CAP : Certificat d'aptitude professionnelle

CCS 1 : Certificat complémentaire de spécialisation, qui complète le titre professionnel enseignant de la conduite et de la sécurité routière, pour animer des actions de formation à la conduite en sécurité des véhicules motorisés à 2 roues en circulation et hors circulation

CCS 2 : Certificat complémentaire de spécialisation, qui complète le titre professionnel enseignant de la conduite et de la sécurité routière, pour animer des actions de formation à la conduite en sécurité des véhicules du groupe lourd en circulation et hors circulation

CNAM : Conservatoire national des arts et métiers

CP : Carrosserie-peinture

CQP : Certificat de qualification professionnelle

DCG : Diplôme de comptabilité et de gestion

DUT : Diplôme universitaire de technologie

EPCRA : École professionnelle du commerce des réseaux automobiles

ESCRA : École supérieure du commerce des réseaux automobiles

ESSCA : École supérieure des sciences commerciales d'Angers

GNFA : Groupement national pour la formation automobile

ISCAM : Institut supérieur de la communication, des affaires et du management

PL : Poids lourds

PRA : Pièces de rechange et accessoires

VL : Véhicules légers

VUI : Véhicules utilitaires et industriels

Mécanicien cycles

1. Dénomination de la qualification :

Mécanicien cycles.

2. Objet de la qualification :

Réalisation d'activités de maintenance des cycles.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques :

- réalisation de l'ensemble des interventions de maintenance préventive et corrective relevant de l'entretien courant et périodique des cycles.

Les opérations de maintenance mentionnées ci-dessus sont réalisées dans le cadre de procédures prédéfinies. Elles peuvent nécessiter l'utilisation d'équipements adaptés.

Assemblage et réglage des cycles neufs et occasions, visant la préparation à la route ;

- réalisation d'interventions d'un premier niveau de complexité portant sur les vélos à assistance électrique (VAE, vélomoteur...).

B. – Organisation et gestion de la maintenance :

B.1. – Organisation de la maintenance :

- utilisation de la documentation technique ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de la maintenance :

- établissement de tout document d'atelier utile ;
- conseils d'utilisation à la clientèle.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- réalisation d'interventions d'un premier niveau de complexité, portant sur les deux-roues motorisés ;
- vente additionnelle de produits et services.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 3 ;
- échelons majorés accessibles : 4/5 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes, dans le domaine de la maintenance automobile ou motocycle :
 - CAP maintenance des véhicules automobiles, option C : motocycles ;
 - *titre à finalité professionnelle mécanicien cycles (à créer) ;*
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - mécanicien spécialiste motocycles (fiche A.6.1) ;
 - mécanicien spécialiste cycles (fiche A.6.5) ;
 - conseiller technique cycle (fiche A.9.5).
- transversale :
 - voir panorama.

Vendeur-conseil magasin des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Vendeur-conseil magasin des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le vendeur-conseil magasin accueille les clients, apporte des conseils et commercialise les produits et services de l'entreprise, en magasin et/ou à distance (téléphone, internet).

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités concourant à la réalisation de l'accueil et de l'acte de vente :

A. – 1. – Activités liées à l'accueil :

- accueil et conseil de la clientèle en magasin et/ou à distance ;
- édition de la facture et encaissement simple du client.

A.2. – Activités liées à la vente en magasin :

- réception, contrôle qualitatif des produits et mise en rayon conformément aux préconisations de l'enseigne ;
- vente de produits ;
- rédaction d'un ordre de montage ;
- proposition de forfaits, d'offres promotionnelles, vente additionnelle.

A.3. – Activités liées à la vente-conseil, entretien de véhicule et services associés :

- vente de pièces de rechange ;
- recueil des informations du véhicule ;
- rédaction d'un devis ou d'un ordre de réparation ;
- proposition d'offres de services adaptés.

B. – Activités de gestion et organisation :

- classement selon les règles de l'enseigne de tous documents internes ;
- utilisation de la documentation professionnelle et commerciale ;
- transmission d'informations concernant le stock de produits selon les règles de l'enseigne ;
- participation à la réalisation des inventaires ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise ;
- application des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

4. Extensions possibles dans la qualification :

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 6 ;
- échelons majorés accessibles : 7/8 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - CQP *vendeur-conseil magasin des services multimarques de l'après-vente automobile* ;
 - BEP métiers de la relation aux clients et aux usagers,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - vendeur-conseil magasin confirmé des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.9.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Vendeur-conseil magasin confirmé des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Vendeur-conseil magasin confirmé des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le vendeur-conseil magasin confirmé accueille les clients, apporte des conseils et commercialise tous les produits et services de l'entreprise, en magasin et/ou à distance (téléphone, internet).

Il met en œuvre l'implantation des rayons et la présentation des offres promotionnelles.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités concourant à la réalisation de l'accueil et de l'acte de vente :

A.1. – Activités liées à l'accueil :

- accueil et conseil de la clientèle en magasin et/ou à distance ;
- recueil des informations réclamation clients ;
- édition de la facture et de tout type d'encaissement des clients.

A.2. – Activités liées à la vente en magasin :

- réception, contrôle qualitatif des produits et mise en rayon conformément aux préconisations de l'enseigne ;
- vente de l'ensemble des produits ;
- rédaction d'un ordre de montage ;
- proposition de forfaits, d'offres promotionnelles, vente additionnelle.

A.3. – Activités liées à la vente-conseil, entretien de véhicule et services associés :

- vente de l'ensemble des pièces de rechange ;
- recueil des informations du véhicule ;
- rédaction d'un devis ou d'un ordre de réparation ;
- proposition d'offres de services adaptés.

B. – Activités de gestion et organisation :

- établissement et classement selon les règles de l'enseigne de tous documents internes ;
- utilisation de la documentation professionnelle et commerciale ;
- participation à la gestion du stock de produits selon les règles de l'enseigne ;
- réalisation des inventaires ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise ;
- application des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

C. – Activités de merchandising :

- mise en œuvre de l'implantation des rayons ;
- mise en place des promotions conformément aux préconisations de l'enseigne ;
- mise en place de la signalétique promotionnelle ;
- enregistrement des références et contrôle du prix de vente.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- Tutorat de jeunes en formation alternée.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 9 ;
- échelons majorés accessibles : 10/11 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 *d*) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - *CQP vendeur-conseil magasin confirmé des services multimarques de l'après-vente automobile* ;
 - bac professionnel commerce ;
 - titre de l'EPCRA commercial en automobile,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.C.I.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile assure la fonction d'encadrement de l'équipe de l'après-vente automobile. Il participe à la gestion d'un centre de services multimarques de l'après-vente automobile. Selon l'organisation, il est sous la responsabilité du directeur de site.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités liées à l'encadrement d'équipe :

- organisation et contrôle du travail de l'équipe ;
- animation des réunions de son équipe ;
- gestion des plannings et définition des priorités de ses collaborateurs ;
- tutorat de jeunes en formation alternée ;
- participation au recrutement/à l'élaboration et au suivi du plan de formation des collaborateurs ;
- réalisation des entretiens de ses collaborateurs.

B. – Activités liées à la relation client :

- accueil et conseil (y compris technique) à la clientèle ;
- réception et restitution du véhicule au client et explication de la facture ;
- vente de produits de services ;
- établissement de devis, d'ordre de réparation, d'ordre de montage ;
- fidélisation de la clientèle ;
- gestion des litiges clients ;
- encaissement.

C. – Activités liées à l'organisation et la gestion du centre :

- gestion de stock ;
- application et pilotage du merchandising ;
- suivi de l'activité ;
- déploiement des offres promotionnelles ;
- organisation des inventaires ;
- contrôle de l'application des règles d'hygiène, de qualité et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

4. Classement :

Cadre niveau 1, sur degré A, B ou C selon l'importance de la responsabilité, de l'autonomie, de l'expérience et de l'autorité qui sont reconnues au cadre dans l'exercice de sa qualification.

5. Degrés de progression :

Les trois degrés A, B et C doivent normalement permettre une progression dans les conditions indiquées à l'article 5.02 d).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention *d'une des certifications suivantes* :
 - *licence professionnelle : « Organisation, management des services de l'automobile » (OMSA), complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités figurant au paragraphe 3 ;*
 - *CQP chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile ;*
 - *BADGE ESSCA : Manager de la distribution et des services automobiles,*
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.C.II.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le Directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile encadre les activités et assure le management d'un ou de plusieurs sites, sans pour autant entraîner un commandement sur une équipe importante.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités relatives au management d'un centre de profit :

- encadrement, management et organisation du travail des salariés du centre de profit ;
- gestion des instances représentatives du personnel, le cas échéant ;
- participation à l'élaboration, déploiement et suivi du plan de formation ;
- organisation et animation des réunions d'équipe ;
- recrutement des salariés du site.

B. – Activités commerciales :

- fidélisation, prospection et développement de la clientèle ;
- participation à la politique tarifaire de son site ;
- décision et mise en œuvre des opérations commerciales et promotionnelles de l'enseigne ;
- définition de la politique commerciale locale ;
- création et pilotage des indicateurs commerciaux ;
- gestion des litiges clients.

C. – Activités liées à la gestion et à l'organisation d'un centre de profit :

- participation à l'élaboration budgétaire ;
- gestion financière ;
- suivi des objectifs ;
- reporting vers l'enseigne ;
- organisation, réalisation et analyse des inventaires ;
- contribution à la mise en œuvre des démarches qualité et satisfaction client ;
- gestion de la maintenance des équipements du centre de profit ;
- représentation de l'enseigne auprès des tiers partenaires de l'entreprise ;
- contrôle de l'application des règles de droit du travail, d'hygiène, de qualité et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

4. Classement :

Cadre niveau II, sur degré A, B ou C selon l'importance de la responsabilité, de l'autonomie, de l'expérience et de l'autorité qui sont reconnues au cadre dans l'exercice de sa qualification.

5. Degrés de progression :

Les trois degrés A, B et C doivent normalement permettre une progression dans les conditions indiquées à l'article 5.02 d).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention *d'une des certifications suivantes* :
 - *titre visé grade de master de l'ESSCA majeure e-marketing, mobilités, automobile, complété par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités figurant au paragraphe 3 ;*
 - *licence professionnelle : « Organisation, management des services de l'automobile » (OMSA), complétée par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités figurant au paragraphe 3 ;*
 - *CQP directeur de site des services multimarques de l'après-vente automobile ;*
 - *BADGE ESSCA : Manager de la distribution et des services automobiles,*
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- transversale :
 - voir panorama.

Mécanicien réparateur de véhicules anciens et historiques

1. Dénomination de la qualification :

Mécanicien réparateur de véhicules anciens et historiques.

2. Objet de la qualification :

Réalisation de l'ensemble des opérations liées à l'entretien, la maintenance et la restauration des éléments mécaniques de tout type de véhicule ancien et historique.

Ces opérations requièrent la maîtrise des anciennes technologies, la capacité à identifier des méthodes et outils adaptés à ces anciennes technologies et la maîtrise de la métrologie.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques :

- démontage et remontage de l'ensemble des éléments constitutifs du véhicule en identifiant les produits potentiellement dangereux ;
- toute activité de contrôle, d'entretien et de remise en état d'origine des pièces ;
- toute activité de maintenance, de mise au point et de restauration sur :
 - les moteurs thermiques, boîtes et ponts ;
 - les ensembles mécaniques et les éléments de liaison au sol ;
 - les systèmes électriques et les équipements périphériques (systèmes électroniques, pneumatiques, hydrauliques, de sécurité et de confort...),
- toute activité de diagnostic, de contrôles, réglages et essais, même en l'absence de documentation technique (sous contrôle hiérarchique).

B. – Organisation et gestion de l'intervention :

B.1. – Organisation de l'intervention :

- utilisation de la documentation technique d'époque ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- classement et organisation des pièces et des organes constitutifs du véhicule ;
- application des procédures qualité et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de l'intervention :

- établissement de tout document d'atelier utile.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- participation à la recherche documentaire technique d'époque et à la recherche de pièces.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 9 ;
- échelons majorés accessibles : 10/11 ;
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention de la certification suivante :
 - *CQP mécanicien réparateur de véhicules anciens et historiques* ;
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- transversale :
- voir Panorama

Conseiller technique cycles

1. Dénomination de la qualification :

Conseiller technique cycles.

2. Objet de la qualification :

Réalisation d'activités de conception de vélos personnalisés, de maintenance ainsi que de commercialisation des cycles, produits et accessoires.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques et commerciales :

- définition du produit (route/course, etc.) :
 - choix du cadre, des éléments du groupe et de la périphérie,
- préparation d'un vélo à la vente : assemblage des composants ;
- réalisation de l'ensemble des interventions de maintenance préventive relevant de l'entretien courant et périodique des cycles ;
- réalisation des interventions de maintenance corrective ;
- maintenance et commercialisation des vélos à assistance électrique (VAE, vélomoteur...) ;
- commercialisation des produits et accessoires :
 - conseils d'utilisation des produits et accessoires,
- contribution à la promotion des produits et services de l'entreprise :
 - réalisation de ventes complémentaires/réalisation de ventes à distance.

B. – Activités relatives à la gestion de la commercialisation et de la maintenance :

- gestion administrative des activités de commercialisation ;
- mise à jour de la documentation technique et commerciale ;
- facturation/encaissement ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- planification de l'intervention ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- maintenance et commercialisation des deux-roues motorisés ;
- gestion des stocks/participation aux inventaires ;
- aménagement et animation de lieux de vente/d'exposition... ;
- appui technique et/ou commercial aux collaborateurs ;
- tutorat de jeunes en formation alternée ;
- réalisation d'opérations de maintenance et de commercialisation portant sur les deux-roues motorisés.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 9 ;
- échelons majorés accessibles : 10/11 ;
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes, dans le domaine de la maintenance motocycles :
 - CAP maintenance des véhicules, option C : motocycles, complété par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités figurant au paragraphe 3 ;
- *titre à finalité professionnelle conseiller technique cycles*,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale
 - technicien expert (fiche Z.12.1), sous appellation d'emploi spécifique d'entreprise ;
 - maîtrise technique/chef d'équipe – chef de groupe (Z.20.1), sous appellation d'emploi spécifique d'entreprise,
- transversale :
 - voir panorama.

Technicien expert réparateur de véhicules anciens et historiques

1. Dénomination de la qualification :

Technicien expert réparateur de véhicules anciens et historiques.

2. Objet de la qualification :

Réalisation de l'ensemble des opérations liées à l'entretien, la maintenance et la restauration des éléments mécaniques de tout type de véhicule ancien et historique.

Ces opérations requièrent la maîtrise des anciennes technologies, la capacité à identifier des méthodes et outils adaptés à ces anciennes technologies et la maîtrise de la métrologie.

Le titulaire de la qualification apporte un appui technique auprès des collaborateurs.

3. Contenu de la qualification :

A. – activités techniques :

- démontage et remontage de l'ensemble des éléments constitutifs du véhicule en identifiant les produits potentiellement dangereux ;
- toute activité de contrôle, d'entretien et de remise en état d'origine des pièces ;
- toute activité de maintenance, de mise au point et de restauration sur :
 - les moteurs thermiques, boîtes et ponts ;
 - les ensembles mécaniques et les éléments de liaison au sol ;
 - les systèmes électriques et les équipements périphériques (systèmes électroniques, pneumatiques, hydrauliques, de sécurité et de confort...),
- toute activité de diagnostic, de contrôles, réglages et essais, même en l'absence de documentation technique (sous contrôle hiérarchique) ;
- toute activité de transformation sur le véhicule en lien avec la réglementation et/ou les évolutions technologiques, sous contrôle hiérarchique.

B. – Organisation et gestion de l'intervention :

B.1. – Organisation de l'intervention :

- définition du plan d'entretien ;
- participation à la recherche documentaire technique d'époque et à la recherche de pièces ;
- utilisation de la documentation technique d'époque ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- classement et organisation des pièces et des organes constitutifs du véhicule ;
- application des procédures qualité et de sécurité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de l'intervention :

- conseils techniques et d'utilisation auprès de la clientèle ;
- En appui du supérieur hiérarchique, transmission d'informations techniques au client durant les différentes phases de rénovation ;
- établissement de tout document d'atelier utile.

B.3. – Fonction formation technique :

- appui technique aux salariés ;
- tutorat de jeunes en formation alternée.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- un seul échelon étant attribué à cette qualification, toute progression se traduit par une nouvelle qualification de classement supérieur.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 12.

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention de la certification suivante :
 - CQP technicien expert réparateur de véhicules anciens et historiques (*à créer*),
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - voir panorama,
- transversale :
 - voir panorama.

Mécanicien des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Mécanicien des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Réalisation d'activités de maintenance préventive et corrective des véhicules portant sur des ensembles mécaniques ciblés.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques :

- réalisation de l'ensemble des interventions de maintenance préventive et corrective des véhicules intégrant éventuellement des interventions réglementées :
 - entretien courant et périodique des véhicules ;
 - maintenance des organes de liaison au sol ;
 - contrôle/réglage et remplacement d'ensembles mécaniques ciblés,
- réalisation d'interventions d'un premier niveau de complexité sur la gestion moteur, incluant un contrôle et un codage de l'élément remplacé et/ou la réinitialisation du système ;
- pose d'accessoires sur véhicules.

B. – Activités d'organisation et de gestion de la maintenance :

- utilisation de la documentation technique ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des règles d'hygiène et de sécurité et des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise ;
- établissement de tout document d'atelier utile.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- conseils techniques et d'utilisation auprès de la clientèle.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 6 ;
- échelons majorés accessibles : 7/8 ;
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention de la certification suivante :
 - CQP mécanicien des services multimarques de l'après-vente automobile (*à créer*),
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - technicien des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.9.2),
- transversale :
 - voir panorama.

Technicien des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Technicien des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le titulaire de la qualification réalise toute activité de maintenance portant sur des ensembles mécaniques ciblés.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques :

- toutes activités de maintenance des véhicules intégrant éventuellement des interventions réglementées, portant sur :
 - contrôle/réglage et remplacement d'ensembles mécaniques ciblés ;
 - diagnostic de la gestion moteur et de la dépollution essence et diesel ;
 - diagnostic des systèmes électriques et électroniques ciblés : climatisation, freinage ;
 - pré-diagnostic sur systèmes électriques et électroniques,
- les opérations de maintenance et de diagnostic mentionnées ci-dessus requièrent la maîtrise des procédures ou l'identification de démarches se rapportant à :
 - l'établissement de diagnostics ;
 - la mise en œuvre de contrôles, de réglages et d'essais.

B. – Activités d'organisation et de gestion de la maintenance :

- réception/transmission d'informations à caractère technique ;
- mise à jour de la documentation technique ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des règles d'hygiène et de sécurité et des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise ;
- établissement de tout document d'atelier utile.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- appui technique aux équipes ;
- participation ponctuelle, en relais du réceptionnaire, aux opérations d'accueil clientèle et de restitution des véhicules ;
- conseils techniques et d'utilisation auprès de la clientèle ;
- interventions sur véhicules électriques et hybrides ou sur équipements nécessitant une habilitation.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 9 ;
- échelons majorés accessibles : 10/11 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - bac professionnel maintenance des véhicules (option A : voitures particulières) ;
 - CQP technicien des services multimarques de l'après-vente automobile (*à créer*) ;
 - CQP technicien électricien électronique automobile ;
 - CQP technicien confirmé mécanique automobile,

- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - technicien expert des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.12.2) ;
 - technicien expert après-vente automobile (fiche A.12.2),
- transversale :
 - voir panorama.

Technicien expert des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Technicien expert des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le titulaire de la qualification réalise toute activité de maintenance portant sur les systèmes mécaniques, électriques et électroniques ciblés.

Il assure la fonction de référent technique de l'atelier et peut apporter un appui technique dans les phases d'accueil et de restitution du véhicule.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques :

- toutes activités de maintenance des véhicules intégrant éventuellement des interventions réglementées, portant sur :
 - contrôle/réglage et remplacement d'ensembles mécaniques ;
 - diagnostic de la gestion moteur et de la dépollution essence et diesel ;
 - diagnostic des systèmes électriques et électroniques ciblés : climatisation, freinage ;
 - analyse de dysfonctionnements sur systèmes mécaniques et systèmes électriques et électroniques ciblés ;
 - interventions sur véhicules électriques et hybrides ou sur équipements nécessitant une habilitation électrique,
- les opérations de maintenance et de diagnostic mentionnées ci-dessus requièrent la maîtrise des procédures ou l'identification de démarches se rapportant à :
 - établissement de diagnostics ;
 - mise en œuvre de contrôles, de réglages et d'essais.

B. – Activités d'organisation et de gestion de la maintenance :

B.1. – Organisation de la maintenance :

- réception/transmission d'informations à caractère technique ;
- mise à jour de la documentation technique ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des règles d'hygiène et de sécurité et des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de la maintenance :

- établissement de tout document d'atelier utile ;
- appui ponctuel dans les opérations d'accueil clientèle et de restitution des véhicules.

B.3. – Fonction formation technique :

- appui technique aux équipes ;
- tutorat de jeunes en formation alternée.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- un seul échelon étant attribué à cette qualification, toute progression se traduit par une nouvelle qualification de classement supérieur.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 12.

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :

- bac professionnel maintenance des véhicules (option A : voitures particulières) ;
- CQP technicien expert des services multimarques de l'après-vente automobile (*à créer*) ;
- CQP technicien expert après-vente automobile,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - réceptionnaire après-vente/chef d'équipe atelier/chef d'équipe motocycles (fiche A.20.1) ;
 - agent de maîtrise atelier (fiche A.20.2) ;
 - chef d'équipe atelier/chef d'équipe après-vente/chef d'équipe vente des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.20.2),
- transversale :
 - voir panorama.

Chef d'équipe atelier/chef d'équipe après-vente/chef d'équipe vente des services multimarques de l'après-vente automobile

1. Dénomination de la qualification :

Chef d'équipe atelier des services multimarques de l'après-vente automobile.

Chef d'équipe après-vente des services multimarques de l'après-vente automobile.

Chef d'équipe vente des services multimarques de l'après-vente automobile.

2. Objet de la qualification :

Le chef d'équipe atelier/chef d'équipe après-vente/chef d'équipe vente des services multimarques de l'après-vente automobile intervient en appui d'un responsable hiérarchique, il réalise les activités ci-dessous.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités relatives au management :

- affectation, suivi et contrôle des activités confiées aux collaborateurs ;
- appui technique aux collaborateurs ;
- tutorat opérationnel et/ou fonctionnel des jeunes en formation alternée ;
- contribution à la préparation aux entretiens d'évaluation et aux entretiens professionnels ;
- contribution à l'élaboration et au suivi du plan de formation des collaborateurs.

B. – Activités liées à la relation client :

- en relais d'un responsable hiérarchique, ils participent à :
 - encaissement ;
 - gestion des litiges clients.

C. – Organisation fonctionnelle :

- contrôle de l'application des règles d'hygiène, de qualité et de sécurité en vigueur dans l'entreprise ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de démarche qualité.

D. – Particularités : chef d'équipe atelier, chef d'équipe après-vente, chef d'équipe vente :

Chef d'équipe atelier

- activité liée à la relation client :
 - accueil et conseil à la clientèle ;
 - établissement de devis, d'ordre de réparation, d'ordre de montage ;
 - réception et restitution du véhicule au client et explication de la facture ;
 - vente additionnelle sur les produits et les services ;
 - satisfaction et fidélisation de la clientèle,
- activités liées à l'organisation et la gestion d'un atelier :
 - participation à la gestion opérationnelle de l'atelier,
- organisation et planification des interventions ;
 - suivi et respect du tri sélectif ;
 - suivi du gaz de la climatisation, Suivi des fournitures atelier ;
 - réalisation d'interventions de maintenance sur véhicules.

Chef d'équipe après-vente

- activité liée à la relation client :
 - participe à l'animation des chiffres atelier ;
 - gestion des remises commerciales,
- activités liées à l'organisation et la gestion d'un atelier :
 - participation à la gestion opérationnelle de l'atelier ;
 - suivi et respect du tri sélectif ;
 - suivi du gaz de la climatisation ;
 - suivi des fournitures atelier,
- organisation fonctionnelle de l'atelier :
- participation à l'amélioration continue de performance en CA et/ou fonctionnelle (méthode de travail, ergonomie, gestion des outils...).

Chef d'équipe vente

- activité liée à la relation client :
 - établissement de devis, d'ordre de réparation, d'ordre de montage ;
 - participe à l'animation des chiffres vente ;
 - gestion des remises commerciales ;
 - satisfaction et fidélisation de la clientèle,
- activités liées à l'organisation et la gestion des ventes
 - gestion opérationnelle vente ;
 - suivi et gestion des inventaires ;
 - suivi du stock de produits selon les règles de l'enseigne ;
 - contrôle de l'implantation des rayons ;
 - contrôle des promotions et de la mise en place de la signalétique promotionnelle conformément aux préconisations de l'enseigne,
- organisation fonctionnelle vente :
 - participation à l'amélioration continue de performance en CA et/ou fonctionnelle (Satisfaction et fidélisation de la clientèle...).

4. Extensions possibles dans la qualification :

- participation au recrutement ;
- élaboration et suivi du plan de formation.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 20 ;
- échelons majorés accessibles : 21/22 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - CQP chef d'équipe atelier/chef d'équipe après-vente/chef d'équipe vente des services multi-marques de l'après-vente automobile (*à créer*) ;
 - CQP chef d'équipe atelier,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification.

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - chef de centre des services multimarques de l'après-vente automobile (fiche AA.C.I.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Tôlier confirmé

Tôlier véhicules anciens et historiques

1. Dénomination de la qualification :

Tôlier confirmé.

Tôlier véhicules anciens et historiques.

2. Objet de la qualification :

Le tôlier confirmé réalise l'ensemble des interventions en carrosserie. L'exercice de l'activité inclut le diagnostic des déformations d'un véhicule accidenté ainsi que les interventions sur éléments de structure.

Le tôlier véhicules anciens et historiques réalise des opérations de rénovation et de reconstruction d'éléments de carrosserie qui requièrent la maîtrise des anciennes technologies et la capacité à identifier des méthodes et outils adaptés.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques *en carrosserie* :

- remplacement, ajustage et réglage de tous types d'éléments (amovibles/soudés/collés/sertis...) ;
- remise en forme d'éléments de carrosserie ;
- réparation d'éléments composites ;
- réalisation des travaux de sellerie nécessaires à l'intervention carrosserie (sièges/garnitures...) ;
- remplacement ou réparation de tout vitrage.

B. – Organisation et gestion de l'intervention :

B.1. – Organisation de l'intervention :

- planification de l'intervention ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de l'intervention :

- établissement de tout document d'atelier utile.

C. – Particularités tôlier confirmé et tôlier véhicules anciens et historiques :

Mécanique collision du tôlier confirmé :

- contrôle des déformations d'un véhicule/interventions sur éléments de structure ;
- dépose/pose d'organes mécaniques/d'éléments d'habillage (planches de bord...)/d'organes électriques électroniques nécessaires à la réalisation de l'intervention soumise éventuellement à réglementation ;
- conseils techniques et d'utilisation à la clientèle ;
- établissement de devis, d'OR ;
- mise à jour et classement de la documentation technique.

Tôlier véhicules anciens et historiques :

- rénovation ou reconstruction d'éléments liés à l'absence de pièces disponibles, en identifiant les produits potentiellement dangereux ;
- contrôle des déformations d'un véhicule/remise en ligne des structures ;
- utilisation de la documentation technique d'époque.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- activités liées à la gestion de l'intervention :
 - participation à l'expertise ;
 - documentation des pièces de rechange ;
 - établissement de devis, d'OR,
- application peinture (si le titulaire de la qualification est détenteur du CAP peinture en carrosserie) ;
- appui technique aux salariés de l'atelier/tutorat de jeunes en formation alternée ;
- interventions sur structure VI.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 9 ;
- échelons majorés accessibles : 10/11 :
 - en fonction de l'exercice des extensions possibles décrites au paragraphe 4 ;
 - en fonction de l'application de critères valorisants (art. 3.02 d) de la convention collective).

6. Modes d'accès à la qualification :

Pour le tôlier confirmé

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - bac professionnel réparation des carrosseries, préparé en alternance sous contrat de travail ou formation continue ;
 - CQP tôlier confirmé,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

Pour le tôlier véhicules anciens et historiques :

- soit par obtention de la certification suivante : CQP tôlier véhicules anciens et historiques (à créer) ;
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - carrossier-peintre (fiche B.12.1) ;
 - tôlier expert véhicules anciens et historiques (fiche B.12.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Carrossier-peintre

Tôlier expert véhicules anciens et historiques

1. Dénomination de la qualification :

Carrossier-peintre.

Tôlier expert véhicules anciens et historiques.

2. Objet de la qualification :

Le carrossier peintre réalise l'ensemble des interventions en carrosserie et en peinture.

L'exercice de l'activité inclut le diagnostic des déformations d'un véhicule accidenté ainsi que les interventions sur éléments de structure.

Elle comporte également la réalisation de l'ensemble d'une intervention en peinture : de la préparation des surfaces à l'application des couches de finition.

Le tôlier expert véhicules anciens et historiques réalise des opérations de rénovation et de reconstruction d'éléments de carrosserie qui requièrent la maîtrise des anciennes technologies et la capacité à identifier des méthodes et outils adaptés. le titulaire de la qualification apporte un appui technique auprès des collaborateurs.

3. Contenu de la qualification :

A. – Activités techniques en carrosserie :

- contrôle des déformations d'un véhicule/interventions sur éléments de structure ;
- remplacement, ajustage et réglage de tous types d'éléments (amovibles/soudés/collés/sertis...) ;
- remise en forme d'éléments de carrosserie ;
- dépose/pose d'organes mécaniques/d'éléments d'habillage (planches de bord...)/d'organes électriques électroniques nécessaires à la réalisation de l'intervention soumise éventuellement à réglementation ;
- réfection d'éléments composites ;
- réalisation des travaux de sellerie nécessaires à l'intervention carrosserie (sièges/garnitures...) ;
- remplacement ou réparation de tout vitrage.

La réalisation des interventions de carrosserie mentionnées ci-dessus requiert la maîtrise des techniques de mesure/d'intervention sur éléments de structure/de soudage.

B. – Organisation et gestion de l'intervention :

B.1. – Organisation de l'intervention :

- planification de l'intervention ;
- agencement et entretien du poste de travail/de l'outillage ;
- application des procédures qualité en vigueur dans l'entreprise.

B.2. – Gestion de l'intervention :

- établissement de tout document d'atelier utile.

C. – Particularités carrossier-peintre et tôlier expert véhicules anciens et historiques

Carrossier-peintre

- protection et traitements de surfaces
- masticage, ponçage, apprêtage et marouflage ;
- réalisation de l'ensemble des activités peinture : détermination de la teinte à appliquer/réalisation de la teinte/application des sous-couches et des couches de finition ;
- mise à jour et classement de la documentation technique ;
- gestion du stock de produits peinture ;
- appui technique aux salariés de l'atelier/tutorat de jeunes en formation alternée ;
- établissement de devis, d'OR.
- conseils techniques et d'utilisation à la clientèle ;
- participation à l'expertise.

Tôlier expert véhicules anciens et historiques

- rénovation ou reconstruction d'éléments liés à l'absence de pièces disponibles, en identifiant les produits potentiellement dangereux ;
- utilisation de la documentation technique d'époque ;
- appui technique aux salariés de l'atelier/tutorat de jeunes en formation alternée ;
- transmission d'informations techniques au client durant les différentes phases de rénovation ;
- participation à la recherche documentaire technique d'époque.

4. Extensions possibles dans la qualification :

- un seul échelon étant attribué à cette qualification, toute progression se traduit par une nouvelle qualification de classement supérieur.

5. Classement :

- échelon correspondant au contenu principal de la qualification : 12.

6. Modes d'accès à la qualification :

Pour le carrossier-peintre :

- soit par obtention d'une des certifications suivantes :
 - bac professionnel réparation des carrosseries, complété par une pratique professionnelle permettant d'assurer les activités figurant au paragraphe 3 ;
 - CQP carrossier-peintre,
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

Pour le tôlier expert véhicules anciens et historiques :

- soit par obtention de la certification suivante :
 - CQP tôlier expert véhicules anciens et historiques (à créer),
- soit par décision directe du chef d'entreprise, en fonction des compétences du salarié, appréciées par rapport au contenu de la qualification (paragraphe 3).

7. Possibilités d'évolution professionnelle :

- verticale :
 - réceptionnaire après-vente/chef d'équipe atelier (fiche A.20.1),
- transversale :
 - voir panorama.

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)

ACCORD DU 25 JUIN 2019

RELATIF AU TARIF DES COTISATIONS DE PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE

NOR : ASET1951086M

IDCC : 1090

Entre :

CNPA ;

FNA ;

ASAV,

D'une part, et

CFTC ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FO métaux,

D'autre part,

Vu l'article 1.26 *a* de la convention collective nationale ;

Considérant la situation financière d'IRP AUTO prévoyance santé, ainsi que l'évolution des paramètres gouvernant le régime de prévoyance obligatoire, tels qu'exposés notamment à la commission paritaire de l'institution,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux de cotisations figurant au point A « cotisations calculées en pourcentage du salaire brut limité à quatre fois le plafond de la sécurité sociale » de l'annexe tarifaire du RPO sont affectés pour 2020 d'une décote de 25 %, chaque cotisation ainsi décotée étant arrondie au centième de pourcentage le plus proche.

Article 2

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Fait à Suresnes, le 25 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ADHÉSION PAR LETTRE DU 26 JUILLET 2019
DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT À L'ACCORD DU 25 JANVIER 1994
ET À SES AVENANTS N° 1 DU 4 MAI 1995, N° 2 DU 14 NOVEMBRE 1995
ET N° 3 DU 20 OCTOBRE 2003

NOR : ASET1951065M
IDCC : 1596

Fédération française du bâtiment
7, rue La Pérouse
75116 Paris

Le 26 juillet 2019.

Monsieur le président,

Nous informons de notre adhésion à l'accord du 25 janvier 1994 et ses avenants n° 1 du 4 mai 1995, n° 2 du 14 novembre 1995 et n° 3 du 20 octobre 2003. Nous en avons informé l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles concernées et procédé aux formalités légales de dépôt.

En application de l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 décembre 2017, notre organisation est représentative dans le champ des entreprises du bâtiment employant jusqu'à 10 salariés, dans le champ de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment jusqu'à 10 salariés, de la convention collective des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006 et de la convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1^{er} juin 2004, la « convention collective jusqu'à 10 salariés », citée à l'article des statuts de l'APNAB n'existant pas.

Cela étant rappelé, nous procédons par la présente à la confirmation de notre adhésion par écrit à votre association, conformément à l'article 6 de vos statuts.

Nous vous prions de croire, Monsieur le président, à l'assurance de nos sentiments distingués.

Le délégué général

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

**IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**

AVENANT N° 5 DU 14 JUIN 2019

RELATIF AU FINANCEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DU PARITARISME

NOR : ASET1951080M

IDCC : 567

Entre :

BJOC,

D'une part, et

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO ;

FTM CGT ;

FCMTM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Objet

Les parties conviennent de modifier les dispositions concernant l'article 1^{er} « Objet », alinéa 2 de l'avenant du 4 octobre 2012 relatif au financement et au développement du paritarisme dans la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent) ainsi qu'il suit :

« Il est convenu que cette part est affectée pour 60 % à l'union française BJOP et pour 40 % à la BOCI » est annulé et remplacé par la disposition suivante.

« Le collège employeur reçoit :

– 30 % de la collecte afin de financer les études préalables à la négociation collective.

Cette contribution est versée directement à la fédération BJOC, indépendamment des organisations patronales qui la composent, la fédération étant la seule organisation patronale habilitée et représentative à conduire des actions en matière de dialogue social ainsi que différentes négociations dans le cadre de la convention collective et de ses annexes. »

II. – Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur à compter du jour qui suit la date de son dépôt.

Fait à Paris, le 14 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3156

Convention collective nationale
IDCC : 2149. – ACTIVITÉS DU DÉCHET

AVENANT N° 63 DU 26 JUIN 2019
RELATIF AUX CONDITIONS DE TRANSFERT DES CONTRATS DE TRAVAIL
EN CAS DE CHANGEMENT DE TITULAIRE D'UN MARCHÉ PUBLIC

NOR : ASET1951088M
IDCC : 2149

Entre :

SNAD ;

SNEFiD,

D'une part, et

FGTE CFDT ;

SNATT CFE-CGC ;

FGT CFTC ;

FNT CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent que les changements de prestataires qui caractérisent les activités du déchet commandent l'existence d'un dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail lorsque les conditions prévues par l'article L. 1224-1 du code du travail ne sont pas réunies.

Ce mécanisme de transfert conventionnel constitue une garantie primordiale au sein de la branche puisqu'il permet non seulement de préserver l'emploi des salariés transférés mais aussi d'assurer une continuité du marché sur lequel ils étaient affectés.

L'avenant n° 58 avait reconduit l'avenant n° 53 pour une durée de 1 an. Les parties signataires souhaitent de nouveau se donner le temps de prolonger les discussions débutées au cours du 1^{er} semestre 2019.

À cet effet, le présent accord reconduit l'avenant n° 53 à la convention collective nationale des activités du déchet.

Article 1^{er}

Objet

L'avenant n° 53 à la convention collective nationale des activités du déchet est reconduit pour une durée de 10 mois à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires considèrent que les salariés doivent pouvoir bénéficier de la continuité de leur contrat de travail lors d'un changement de prestataire dans le cadre d'un marché public, quelle que soit la taille de leur entreprise.

Aussi, le présent accord s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises qui relèvent du champ d'application défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale des activités du déchet, quelle que soit leur taille.

Article 3

Entrée en vigueur de l'avenant

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2019 et s'appliquent aux marchés à compter de cette date.

Article 4

Révision

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres signataires par lettre recommandée avec accusé de réception et accompagné d'un avis motivé.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible et, au plus tard, dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de réception de la demande de révision.

Article 5

Dépôt et publicité

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 26 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3298

Convention collective nationale
IDCC : 2104. – THERMALISME

Brochure n° 3307

Convention collective nationale
IDCC : 2264. – HOSPITALISATION PRIVÉE

AVENANT N° 31 DU 16 AVRIL 2019
RELATIF À LA REVALORISATION DE LA GRILLE
DES SALAIRES CONVENTIONNELS MINIMAUX

NOR : ASET1951089M
IDCC : 2104, 2264

Entre :
CNETH,
D'une part, et
CGT ;
CFDT ;
CFTC ;
FSPSS FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération minimale conventionnelle

La grille des rémunérations minimales conventionnelles correspondant à chaque niveau d'emploi est ainsi modifiée à compter de la prise d'effet :

(En euros.)

	ÉCART CONVENTIONNEL minimum garanti	SALAIRE CONVENTIONNEL mensuel minimum	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
Agent exécution 1		1 522	0
Agent exécution 2	12	1 534	208
Agent qualifié	12	1 546	208

	ÉCART CONVENTIONNEL minimum garanti	SALAIRE CONVENTIONNEL mensuel minimum	RÉMUNÉRATION annuelle garantie
Agent thermal CQP branche	15	1 561	208
Agent hautement qualifié	80	1 641	218
Agent de maîtrise 1	30	1 671	224
Agent de maîtrise 2	70	1 741	244
Agent de maîtrise 3	70	1 811	265
Cadre 1		2 500	374
Cadre 2		2 880	432
Cadre sup.			

Article 2

Prise d'effet

La modification de la grille des rémunérations minimales conventionnelles définies à l'article 1^{er} prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date de signature.

Fait à Paris, 16 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3252

Convention collective nationale

IDCC : 3013. – LIBRAIRIE

ADHÉSION PAR LETTRE DU 20 MAI 2019
DE L'UNSA À LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1951068M

IDCC : 3013

*Fédération des commerces et services UNSA
21, rue Jules-Ferry
93177 Bagnolet Cedex*

Bagnolet, le 20 mai 2019.

Madame,

Par cette lettre, nous apportons une modification à la lettre d'adhésion de la fédération des commerces et des services UNSA, du 8 mars 2018 LR 1A 138 588 4660 7.

La fédération UNSA des commerces et services UNSA, déclarée le 4 février 1999 vous fait part de son adhésion à l'ensemble de la convention collective nationale de la librairie du 24 mars 2011 (IDCC 3013) étendue par arrêté du 13 août 2012 (*Journal officiel* du 21 août 2012).

Ainsi qu'à l'ensemble de ses avenants, ses textes attachés (accords, avenants et toutes les annexes), aux textes et avenants relatifs aux salaires. Nous adhérons également à l'association de gestion du paritarisme de la librairie (AGPL), à l'accord de branche du 5 décembre 2005 relatif au développement de la négociation collective dans la branche librairie et ses avenants successifs.

Nous vous joignons copie des notifications que nous adressons parallèlement à l'ensemble des partenaires sociaux représentatifs dans le champ de cette convention.

Nous vous prions de croire, Madame, en l'assurance de notre respectueuse considération.

La secrétaire générale

Brochure n° 3318

Convention collective nationale
IDCC : 2397. – **MANNEQUINS ADULTES
ET MANNEQUINS ENFANTS DE MOINS DE 16 ANS
EMPLOYÉS PAR LES AGENCES DE MANNEQUINS**

Brochure n° 3355

Convention collective nationale
IDCC : 2717. – **ENTREPRISES TECHNIQUES
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT**

ACCORD DU 31 JUILLET 2019
RELATIF AU DEGRÉ ÉLEVÉ DE SOLIDARITÉ MUTUALISÉ
POUR LES ENTREPRISES DE LA BRANCHE ETSCE

NOR : ASET1951084M
IDCC : 2717

Entre :
SYNPASE ;
FICAM,

D'une part, et

CFDT ;
CFTC ;
FNSAC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés appartenant à la branche des entreprises techniques au service de la création et de l'événement se sont réunies afin d'instituer des prestations sociales nécessitant la prise en compte d'éléments relatifs à la situation des salariés sans lien direct avec le contrat de travail. Ces prestations ont vocation à instituer un degré élevé de solidarité dans la branche.

Afin d'assurer un maximum d'efficacité à cette action, les partenaires sociaux conviennent qu'il est nécessaire de l'organiser à la plus grande échelle possible. Pour y parvenir, ils décident donc de recourir à une gestion et un financement mutualisés en créant un fonds de solidarité, tels qu'autorisés par l'article L. 912-1, IV du code de la sécurité sociale.

Article 1^{er}

Champ d'application et bénéficiaires

Le présent accord organise la mise en place d'un degré élevé de solidarité au sein des entreprises techniques au service de la création et de l'événement.

Le champ du présent accord est celui de la convention collective nationale des entreprises techniques au service de la création et de l'événement du 21 février 2008.

Les bénéficiaires de l'action sociale sont ceux retenus par l'accord de prévoyance modifié de la branche et celui relatif aux frais de santé.

Article 2

Comité de suivi

Le comité de suivi du fonds de solidarité est celui institué à l'article 7 de l'accord collectif instituant le régime de prévoyance du 31 juillet 2008.

Article 3

Prestations

L'action sociale et les actions de prévention de la branche peuvent prendre les formes suivantes :

a) la solidarité intergénérationnelle avec le paiement d'une partie de la cotisation santé des salariés retraités.

Cette prise en charge sera effectuée indépendamment de l'organisme assureur retenu par le salarié ;

b) les salariés RQTH (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) dont une partie de la cotisation prévoyance et santé pourra être prise en charge par le régime.

Cette prise en charge sera effectuée indépendamment de l'organisme assureur retenu par l'entreprise ;

c) la réalisation de bilans de santé.

Le comité de suivi du fonds de solidarité décidera annuellement des axes prioritaires et des niveaux de prise en charge par le fonds.

Article 4

Financement de ces actions

Les prestations ainsi instituées sont financées dans le cadre de l'article R. 912-3 qui renvoie au R. 912-1 du code de la sécurité sociale par une somme égale à 2 % des cotisations nettes de taxes perçues au titre des garanties prévoyance et frais de santé (base + options + renforts individuels) de la branche.

Les entreprises relevant du présent accord sont tenues de verser ces sommes à l'organisme assureur auprès duquel sont garantis les régimes de frais de santé et/ou de prévoyance de leurs salariés. Cet organisme assureur sera ensuite chargé de les reverser de façon globale à l'organisme gestionnaire visé à l'article 5 ci-après sans mentionner le (ou les) nom(s) des entreprise(s).

Le versement des 2 % au gestionnaire par les organismes assureurs devra avoir lieu 2 mois, au plus, après l'approbation des comptes et, au plus tard, le 31 août suivant la clôture de l'exercice considéré.

Les entreprises, responsables de l'effectivité de ce reversement par leur organisme assureur doivent :

- informer leur organisme assureur du présent accord lors de la souscription des garanties prévoyance et frais de santé (base + options + renforts individuels) ;
- obtenir de leur organisme assureur une attestation certifiant le reversement effectif des sommes à l'organisme gestionnaire mentionné ci-dessous.

Lors de la demande du bénéfice des prestations, cette attestation devra être présentée au tiers de confiance visé à l'article 6 ci-après afin de contrôler le respect de leurs obligations par les entreprises soumises au présent accord.

Article 5

Création d'un fonds de solidarité

Il est créé un fonds de solidarité, chargé de percevoir les sommes définies à l'article 4 ci-dessus et de les utiliser pour financer les prestations d'action sociale et de prévention précisées par le règlement intérieur du comité de suivi.

La gestion de ce fonds est confiée à un organisme gestionnaire pour le compte du comité de suivi : l'institution de prévoyance Audiens santé prévoyance.

Article 6

Fonctionnement du fonds de solidarité

Le fonds de solidarité est géré par l'organisme gestionnaire désigné à l'article 5 conformément aux directives du comité de suivi.

Les actifs de ce fonds sont l'objet d'une gestion distincte des autres actifs du gestionnaire. L'organisme gestionnaire établit, chaque année, un compte de résultat du fonds de solidarité présenté au comité de suivi.

Article 7

Rôle et mission du tiers de confiance

Le comité de suivi mandate un tiers de confiance indépendant pour faciliter le processus de collecte, valider les sommes versées conformément à l'article 4 ci-dessus et permettre la confidentialité des informations transmises par chaque organisme assureur.

Le tiers de confiance a mandat pour :

1. Informer les organismes assureurs sur la base d'une liste validée par le comité de suivi du présent accord ;
2. Rappeler aux organismes assureurs l'obligation du versement annuel des sommes définies à l'article 4 ci-dessus ;
3. Demander à chaque organisme assureur de compléter le fichier permettant de maintenir à jour la liste des entreprises ayant acquitté leur cotisation. Les informations demandées aux organismes assureurs ne comprendront aucunes données à caractère personnel sur les salariés des entreprises de la branche. En outre, la liste communiquée au comité de suivi ne mentionnera pas les organismes assureurs retenus par les différentes entreprises de la branche ;
4. Organiser le suivi du processus ;
5. Collecter les attestations non nominatives auprès des entreprises ;
6. Remettre un bilan annuel au comité de suivi.

Le tiers de confiance désigné par le comité de suivi est le cabinet AOPS conseil.

Article 8

Modalité de choix de l'organisme gestionnaire chargé de gérer le fonds de solidarité

8.1. Critères de choix

Un appel d'offres a été réalisé en vue de déterminer l'organisme gestionnaire pour une durée de 3 années. Il est prévu un suivi périodique deux fois par an et un bilan au terme des 3 années.

8.2. Transférabilité

Les partenaires sociaux ont effectué le choix de l'organisme gestionnaire après avoir validé que les sommes non utilisées resteraient à disposition de la branche et seraient transférables à la demande de celle-ci.

Article 9

Dispositions finales

9.1. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

9.2. Les partenaires sociaux s'engagent à se réunir deux fois par an pour suivre le dispositif et à se réunir au moins une fois tous les 3 ans pour assurer un suivi du présent accord et mettre à jour le règlement intérieur du comité de suivi.

9.3. Le présent accord pourra être révisé selon les règles prévues aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail, et dénoncé selon les règles prévues aux articles L. 2222-6, L. 2261-9 et suivants du même code.

9.4. Compte tenu de l'objectif de mutualisation recherché par le présent accord, il s'applique quel que soit l'effectif de l'entreprise entrant dans son champ d'application, sans qu'il n'y ait lieu de prévoir de modalités particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

9.5. Le présent accord collectif sera déposé auprès de l'administration conformément aux dispositions légales en vigueur et fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 31 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale
IDCC : 1967. – INDUSTRIES DES MÉTAUX
(Bas-Rhin)
(4 avril 1996)

(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)
(Étendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 5 juillet 1997)

AVENANT DU 17 MAI 2019
À L'ACCORD DU 22 JUIN 1993
RELATIF AUX SALAIRES (RMH, RAEG) ET PRIMES DE CONGÉS POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1951081M
IDCC : 1967

Entre :

UIMM Alsace,

D'une part, et

CFE-CGC métallurgie Bas-Rhin ;

CFTC métallurgie Bas-Rhin ;

CFDT métallurgie Bas-Rhin ;

US FO métallurgie Bas-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

On peut constater que le contexte économique a évolué favorablement pour l'ensemble des entreprises. Malgré tout, quelques entreprises en difficulté doivent nous inciter à une certaine prudence.

D'autre part, les revendications émises par les partenaires sociaux, en phase avec la situation économique, ont permis de mener cette négociation dans un climat de confiance et de sérénité et d'aboutir à la signature de cet accord.

Les négociations annuelles se sont engagées le 1^{er} avril 2019. Une deuxième réunion a eu lieu le 3 mai 2019 et, enfin, une dernière réunion s'est tenue le 17 mai 2019.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Article 1.1

Valeur du point

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,28 € à compter du 1^{er} juin 2019.

Article 1.2

Prime de panier de nuit

La prime de panier de nuit prévue à l'article 48 des clauses communes de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin est fixée à 6,37 €, à compter du 1^{er} juin 2019.

Article 2

Rémunération annuelle effective garantie (RAEG)

Le barème des RAEG, base 151,67 heures pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixé comme suit à compter du 1^{er} janvier 2019.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	2019
I	1	140	18 705
	2	145	18 840
	3	155	19 215
II	1	170	19 635
	2	180	20 090
	3	190	20 730
III	1	215	21 530
	2	225	22 320
	3	240	23 100
IV	1	255	23 655
	2	270	24 265
	3	285	25 825
V	1	305	28 110
	2	335	30 500
	3	365	32 945
		395	35 515

Le présent barème inclut les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Prime de congé annuel

À compter du 1^{er} janvier 2019, la valeur de la prime de congés annuels dont les modalités d'attribution sont prévues à l'article 34 de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin – clauses communes est fixée à 420 €.

Article 4

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5

Égalité femmes/hommes

Les partenaires sociaux considèrent que la branche de la métallurgie nécessite une véritable mobilisation, pour que tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences, y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Dans le cadre de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, il est recommandé aux entreprises d'optimiser les études et outils réalisés par l'observatoire, prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie (www.observatoire-metallurgie.fr).

Les partenaires sociaux considèrent toujours qu'une attention particulière doit être portée à l'harmonisation nécessaire de la rémunération des femmes et des hommes.

Article 6

Formalités de dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail – ministère du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Strasbourg.

Article 7

Extension du présent accord

Les parties signataires s'accordent pour faire procéder à l'extension du présent accord et chargent l'UIMM Alsace des démarches appropriées.

Article 8

Application des dispositions du présent accord

L'UIMM Alsace s'engage à informer ses adhérents des présentes dispositions et, dès publication de l'arrêté d'extension du présent accord, l'ensemble des entreprises de la métallurgie entrant dans le champ d'application de la convention collective.

L'UIMM Alsace s'engage à accompagner les entreprises qui rencontreraient des difficultés d'application du présent accord afin d'assurer que tous les salariés de la métallurgie du Bas-Rhin bénéficient des dispositions conventionnelles.

Fait à Eckbolsheim, le 17 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

IDCC : 1592. – **INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE**
(Valenciennois et Cambrésis)
(13 juillet 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)
(Étendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)

AVENANT DU 7 JUIN 2019
À L'ACCORD DU 9 JUILLET 1992
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES HIÉRARCHIQUES GARANTIES (RAHG)
POUR L'ANNÉE 2019
NOR : ASET1951067M
IDCC : 1592

Entre :

UIMM Grand Hainaut,

D'une part, et

CGT-FO Valenciennes Cambrai ;

CFTC Valenciennes Cambrai,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent accord considèrent que l'industrie française, en particulier la métallurgie, nécessite une véritable mobilisation pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences et qualités propres et y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Elles rappellent l'importance du respect de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent également que le présent accord sur les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) ne peut avoir pour conséquence d'interférer sur les négociations dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le présent avenant a pour objet de déterminer, en application et dans le cadre de l'accord du 9 juillet 1992, les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) à partir de l'année 2019 dans les entreprises relevant du champ d'application territorial et professionnel de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Article 2

Le barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) est établi sur la base de 151,67 heures, correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il figure en annexe du présent avenant et a pour objet exclusif d'apporter à l'ensemble des salariés des entreprises concernées la garantie de rémunérations minimales annuelles.

Le barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

Article 3

Concernant l'assiette de calcul des RAHG, les parties signataires rappellent l'article 2 de l'accord du 9 juillet 1992 à savoir : « Pour l'application de cette garantie annuelle, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale à l'exception de celles correspondant :

- à des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole n'ayant pas eu explicitement pour but d'assurer le complément de rémunération prévue à l'article 7 de l'accord du 9 juillet 1992 ;
- à des remboursements de frais ;
- aux contrats d'intéressement (ordonnance du 7 janvier 1958 modifiée) ;
- à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise telle que prévue par l'ordonnance du 17 août 1967 modifiée,
- à des majorations pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres découlant de l'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis ;
- aux majorations pour heures supplémentaires ;
- à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis. »

Article 4

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 6

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 7 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG)

Durée légale de 35 heures.

Barème base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TRAVAILLEUR manuel	ADMINISTRATIF et technicien	MAÎTRISE atelier
V	4	395		29 745	31 437
	3	365		27 661	29 517
	2	335		25 457	27 175
	1	305		23 477	25 161
IV	3	285	23 003	21 999	23 478
	2	270	21 892	21 095	
	1	255	20 926	20 341	21 810
III	3	240	20 239	19 878	20 637
	2	225		19 403	
	1	215	19 554	18 983	19 810
II	3	190	19 042	18 784	
	2	180		18 661	
	1	170	18 670	18 583	
I	3	155	18 519	18 519	
	2	145	18 344	18 344	
	1	140	18 265	18 265	

Le présent barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

Convention collective

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE
(Valenciennois et Cambrésis)
(13 juillet 1990)**

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)
(Étendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 23 juillet 1991)

AVENANT DU 7 JUIN 2019

RELATIF À LA VALEUR DU POINT ET À LA PRIME DE PANIER DE NUIT AU 1^{ER} AVRIL 2019

NOR : ASET1951066M
IDCC : 1592

Entre :

UIMM Grand Hainaut,

D'une part, et

CGT-FO Valenciennes Cambrai ;

CFTC Valenciennes Cambrai,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant est conclu dans le cadre et en application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Il a pour objectif de fixer :

- d'une part la valeur du point servant de base de calcul aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la prime d'ancienneté telle que prévue aux articles 9.3.1 et 9.8 de ladite convention collective et par son annexe I ;
- d'autre part, le montant de la prime de panier de nuit prévue par l'article 10 de la convention susvisée.

Article 2

À compter du 1^{er} avril 2019, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,26 €.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il résulte de la présente valeur du point, il sera notamment tenu compte des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté, accordées dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 9.8 de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Leurs valeurs seront adaptées à la durée effective de travail à laquelle sont soumis les salariés.

Article 4

À compter du 1^{er} avril 2019, la prime de panier de nuit est fixée à 7,48 €.

Article 5

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 6

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 7

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 7 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

AVENANT N° 3 DU 21 MAI 2019
À L'ACCORD DU 3 MARS 2015 RELATIF À LA PRIME ANNUELLE
NOR : ASET1951087M
IDCC : 3043

Entre :
FEP ;
SNPRO,
D'une part, et
FS CFDT ;
FNPD CGT,
D'autre part,

PRÉAMBULE

Considérant la volonté des parties de se réunir au titre de la clause de revoyure prévue par l'accord du 3 mars 2015, modifiée par avenant n° 1 du 20 septembre 2017 ;

Considérant l'article 3 dudit accord qui définit le calcul du montant de la prime annuelle sur la base d'un pourcentage de la rémunération minimale mensuelle hiérarchique correspondant à l'échelon AS1 A (7,7 % pour les salariés ayant une expérience professionnelle de 1 an à moins de 20 ans et 11,5 % pour les salariés ayant 20 ans et plus d'expérience professionnelle) ;

Considérant que le montant de la prime annuelle, calculé en fonction la rémunération minimale mensuelle hiérarchique correspondant à l'échelon AS1 A, peut évoluer chaque année en fonction de la revalorisation par les partenaires sociaux de la grille des salaires minima conventionnels applicable dans les entreprises de propriété ;

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modifications apportées à l'article 3 « Montant de la prime »

L'article 3 est ainsi modifié :

« La prime annuelle est calculée, dans la limite d'un temps plein, sur la base de la rémunération minimale mensuelle hiérarchique correspondant à l'échelon de l'AS1 A (cf. tableau).

Pour les salariés à temps partiel, le montant de la prime sera calculé au prorata de leur temps de travail inscrit au contrat de travail à la date du versement de la prime (cf. tableau).

(En pourcentage)

ANNÉES D'EXPÉRIENCE	MONTANT DE LA PRIME (*)
1 an à moins de 20 ans	8,962
20 ans et plus	13,3846
(*) % de rémunération minimale hiérarchique mensuelle correspondant à l'échelon AS1 A ».	

Article 2

Nouvelle revalorisation du montant de la prime en 2020

Les partenaires sociaux conviennent de faire évoluer le montant de la prime annuelle versé à compter de novembre 2019 pour qu'il atteigne, en 2020, 150 € pour les salariés à temps plein ayant entre 1 an et moins de 20 ans d'expérience professionnelle (*pro rata temporis* pour les salariés à temps partiel). Le montant de la prime annuelle versée aux salariés ayant 20 ans et plus d'expérience professionnelle sera augmenté dans les mêmes proportions.

Une adaptation des taux permettant de calculer le montant de la prime annuelle, défini au premier alinéa du présent article, sera ainsi formalisée en fonction du résultat des négociations à venir sur les RMH pour 2020.

Article 3

Modification de l'article 9 « Durée de l'accord »

La dernière phrase de l'article 9 est remplacée par la phrase suivante :

« Les parties conviennent de se réunir en vue de la prime de 2021 ».

Article 4

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à toutes les entreprises de propreté, y compris celles de moins de 50 salariés, ceci en raison de la nécessaire homogénéité des règles conventionnelles de la branche du fait du dispositif de transfert conventionnel visé à l'article 7 de la présente convention collective et qui assure le maintien des contrats de travail en cas de perte de marché.

Article 5

Durée, dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent avenant :

- est conclu pour une durée indéterminée ;
- fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi ;
- entrera en vigueur le lendemain de la publication l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} novembre 2019.

Fait à Villejuif, le 21 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3173

Convention collective nationale
IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS

AVENANT N° 16 DU 9 JUILLET 2019
À L'ACCORD DU 26 JUILLET 2011 RELATIF À LA MODIFICATION
DES ARTICLES 5.3.5, 5.6.3, 5.7.1 ET 5.7.5
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1951085M
IDCC : 3043

Entre :
FEP ;
SNPRO,
D'une part, et
CSFV CFTC ;
FS CFDT ;
FNPD CGT ;
FEETS FO,
D'autre part,

PRÉAMBULE

Considérant l'article L. 2253-1, alinéa 4 qui consacre le pouvoir régalien de la branche de mutualiser les fonds de la formation professionnelle ;

Considérant la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel qui a réformé les modalités de financement de la formation professionnelle et de l'alternance ;

Considérant la volonté des partenaires sociaux de maintenir une politique de qualification et de certification efficiente des salariés de la branche et de se donner les moyens financiers nécessaires à cette ambition ;

Le présent avenant a pour objet de conforter la contribution conventionnelle au développement de la formation professionnelle visée notamment à l'article 5.3.5 de la convention collective nationale des entreprises de propriété et services associés du 26 juillet 2011.

Les dispositions de l'article 5 de la convention collective nationale du 26 juillet 2011 non modifiées par le présent avenant feront l'objet d'une négociation ultérieure afin de prendre en compte l'ensemble des évolutions issues de la loi du 5 septembre 2018.

Ceci étant préalablement exposé,
il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 5.3.5 « création d'une contribution conventionnelle » de la présente convention collective nationale est réécrit de la façon suivante :

« 5.3.5. Contribution conventionnelle de branche pour le développement de la formation

Les partenaires sociaux affirment leur volonté de poursuivre et déployer leur politique en faveur d'actions de développement des compétences auprès de tous salariés en dotant la branche des moyens financiers nécessaires à leur ambition. Ainsi, il existe une contribution conventionnelle égale à 0,5 % de la masse salariale annuelle brute pour les entreprises de 11 salariés et plus qui s'ajoute, sans se confondre, à la contribution légale prévue par les articles L. 6331-3 et suivants.

Par parallélisme avec l'autonomie de création et d'affectation de la contribution conventionnelle dans le respect des dispositions légales et réglementaires, les partenaires sociaux actent que toutes les modalités de mise en œuvre de la contribution conventionnelle ou décisions de gestion de la contribution conventionnelle relèvent de la décision exclusive de la branche de la propriété et services associés. Ainsi, la gestion de cette contribution, qu'il s'agisse à titre d'exemple de la collecte, de la gestion des données, de l'attribution des fonds ou de l'affectation des fonds non consommés doit être confiée à une commission ou entité exclusivement paritaire représentant ladite branche.

Toutefois, et sous réserve des modifications légales, les partenaires sociaux peuvent décider de confier la collecte de cette contribution conventionnelle à l'OPCO compétent, conformément à l'article L. 6332-1-2 du code du travail.

La contribution conventionnelle permet la prise en charge de tous les frais attachés aux actions en développement des compétences, particulièrement : coûts pédagogiques, accompagnement à la recevabilité de la VAE, rémunération, frais annexes, évaluation, suivi, accompagnement, certification.

Dans la perspective de maintenir un financement conventionnel dédié aux priorités de la branche, c'est-à-dire visant le développement de la qualification et l'accès aux compétences clé, via respectivement les parcours CQP de la branche et les parcours MCCP et CléA contextualisée propriété (c'est-à-dire via les organismes de formation habilités par la branche), les partenaires sociaux conviennent d'affecter une partie de la contribution conventionnelle au financement de l'accès à ces certifications, que ce soit par la voie de la formation ou de la VAE. Les partenaires sociaux décident d'affecter aux priorités ainsi définies 0,1 % de la masse salariale annuelle brute, soit 20 % de la contribution conventionnelle.

Les partenaires sociaux peuvent également décider d'autres parcours de formation prioritaires éligibles à ce financement conventionnel dédié, en plus des priorités définies dans l'alinéa qui précède, en fonction des besoins de la branche. Dans ce cas, ils en établissent la liste et en définissent les modalités d'accès, au sein de la CPNEFP. »

Article 2

Le dernier alinéa de l'article 5.7.1 « La collecte des fonds de la formation professionnelle de la branche » de la présente convention collective nationale est inchangé.

Les 2 premiers alinéas de l'article 5.7.1 sont réécrits de la façon suivante :

« Conformément au droit en vigueur à la date de signature du présent avenant et de l'article L. 6332-1-2 du code du travail, la collecte de la contribution conventionnelle prévue à l'article 5.3.5 est réalisée par l'OPCO compétent, sous réserve de modifications légales, réglementaires ou conventionnelles.

Cette collecte comprend :

- la contribution conventionnelle de 0,50 % de la masse salariale annuelle brute, dont l'objet est défini dans l'article 5.3.5, pour les entreprises de 11 salariés et plus ;
- les versements volontaires dédiés au développement de la formation, permettant notamment d'accéder à une offre de services dédiés ».

Article 3

L'article 5.7.5 « Les fonds de la contribution conventionnelle de la propreté » de la présente convention collective nationale est réécrit de la façon suivante :

« 5.7.5. Les fonds de la contribution conventionnelle de la propreté

Dans la perspective de maintenir un rythme de formation suffisant auprès des salariés de la branche, et conformément à l'article 5.3.5, il est prévu une contribution conventionnelle de 0,50 % de la masse salariale annuelle brute de l'exercice concerné pour les entreprises de 11 salariés et plus, à verser par voie d'acomptes, dont les modalités sont définies par la CPNEFP de la branche, à l'OPCO compétent, sous réserve de modifications légales, réglementaires ou conventionnelles.

Cette assiette d'acomptes est calculée sur la masse salariale de l'année N – 1. Le solde de la contribution conventionnelle assise sur la masse salariale brute de l'année N sera versé avant le 30 janvier de l'année N + 1.

Conformément aux dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, cette contribution conventionnelle fait l'objet d'une section financière dédiée à la branche, au sein de l'OPCO compétent.

Ces sommes collectées au titre de la contribution conventionnelle, et exclusivement dédiées au bénéfice des entreprises de propreté et de leurs salariés, font l'objet d'une comptabilité et suivi budgétaire distincts du régime des sections financières légales ».

Article 4

À l'article 5.6.3 « Le rôle de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) » de la présente convention collective nationale sont ajoutés au 4^e alinéa et après le 5^e tiret, les tirets qui suivent :

« – elle peut décider des autres parcours de formations prioritaires, en application du dernier alinéa de l'article 5.3.5, financés dans le cadre des fonds issus de la contribution conventionnelle dédiés aux priorités spécifiques de branche prévues en application de l'article 5.3.5 ;

- elle définit, avec l'appui technique de la section paritaire professionnelle de la propreté au sein de l'OPCO compétent, les modalités de financement des actions de formation, visées aux 2 derniers alinéas de l'article 5.3.5 ;
- elle définit les modalités d'acomptes de la contribution conventionnelle, visées à l'article 5.7.5 ».

Article 5

Durée

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Article 6

Révision

Les présentes dispositions conventionnelles peuvent être révisées dans les conditions prévues à l'article L. 2261-7 du code du travail.

Article 7

Motivation liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux actent que cet avenant ne nécessite aucune stipulation ou adaptation particulière pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 8

Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent avenant fera l'objet d'une notification, d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

L'entrée en vigueur du présent avenant est subordonnée à son extension par le ministère du travail et sa date d'entrée en vigueur est fixée au lendemain de la date de parution de l'arrêté au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

Fait à Villejuif, le 9 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
**CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE**

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 11 MARS 1996

NOR : ASET1951078M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord instituant la commission paritaire de branche du 11 mars 1996 (agréé le 15 août 1996 et étendu le 5 mai 2015) et son avenant n° 1.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et de son avenant ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général

Accord professionnel

**MISE EN ŒUVRE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS PAR L'AMÉNAGEMENT
ET LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF**

Brochure n° 3198

Convention collective nationale

**IDCC : 29. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE
À BUT NON LUCRATIF**

Brochure n° 3116

Conventions collectives nationales

**IDCC : 413. – ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES
POUR PERSONNES INADAPTÉES ET HANDICAPÉES**

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 1^{ER} AVRIL 1999

NOR : ASET1951079M

FEHAP

*Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris*

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant.

Accord de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif visant à mettre en œuvre la création d'emplois par l'aménagement et la réduction du temps de travail du 1^{er} avril 1999 (agréé le 25 juin 1999 et étendu le 4 août 1999) et ses avenants.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et ses avenants ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général

Accord professionnel

**MISE EN ŒUVRE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS PAR L'AMÉNAGEMENT
ET LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF**

Brochure n° 3198

Convention collective nationale

**IDCC : 29. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE
À BUT NON LUCRATIF**

Brochure n° 3116

Conventions collectives nationales

**IDCC : 413. – ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES
POUR PERSONNES INADAPTÉES ET HANDICAPÉES**

IDCC : 1001. – MÉDECINS SPÉCIALISTES QUALIFIÉS

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 3 AVRIL 2001 « LOI AUBRY II »

NOR : ASET1951074M

*FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris*

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord 2001-01 de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (loi Aubry II du 3 avril 2001, agréé le 11 juillet 2001 et étendu le 13 septembre 2002).

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
MISE EN PLACE DU TRAVAIL DE NUIT,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 17 AVRIL 2002
NOR : ASET1951073M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord n° 2002-01 du 17 avril 2002 visant à mettre en place le travail de nuit dans la branche sanitaire, sociale et médico-sociale (agréé le 23 juin 2003 et étendu le 3 février 2004) et son avenant n° 1.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et de son avenant ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
MISE À LA RETRAITE DANS LA BRANCHE SANITAIRE,
SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 28 AVRIL 2004
NOR : ASET1951075M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord de branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif relatif à la mise à la retraite du 28 avril 2004 (agréé le 9 août 2004 et étendu le 13 décembre 2004).

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
**CHAMP D'APPLICATION DES ACCORDS CONCLUS,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF**

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 18 FÉVRIER 2005
NOR : ASET1951071M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord 2005-03 du 18 février 2005 relatif au champ d'application des accords (agréé le 14 mars 2005 et étendu le 6 avril 2005) et ses avenants.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et de ses avenants ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe copie, des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
TRAVAIL À TEMPS PARTIEL,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 22 NOVEMBRE 2013
NOR : ASET1951072M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion.

Au guide paritaire d'application de l'accord de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif relatif au travail à temps partiel du 22 novembre 2013 (agréé le 18 avril 2014 et étendu le 19 juin 2014).

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
TRAVAIL À TEMPS PARTIEL,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 22 NOVEMBRE 2013
NOR : ASET1951076M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant.

Accord de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif relatif au travail à temps partiel du 22 novembre 2013 (agréé le 18 avril 2014 et étendu le 19 juin 2014).

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
MISE À DISPOSITION DE SALARIÉS AUPRÈS D'UNE ORGANISATION SYNDICALE,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 23 AVRIL 2015
NOR : ASET1951070M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif, relatif à la mise à disposition de salariés auprès d'une organisation syndicale du 23 avril 2015 (agréé le 31 juillet 2015 et étendu le 4 février 2016) et son avenant n° 1.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et de son avenant ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Accord professionnel
FORMATION PROFESSIONNELLE,
DANS LA BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
À BUT NON LUCRATIF

ADHÉSION PAR LETTRE DU 24 JUIN 2019
DE LA FEHAP À L'ACCORD DU 7 MAI 2015

NOR : ASET1951077M

FEHAP
Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne
privés à but non lucratifs
179, rue de Lourmel
75015 Paris

Paris, le 24 juin 2019.

Monsieur le directeur général,

Suite à la création de la confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, déclarée le 24 avril 2019 (parue au *Journal officiel* associations du 4 mai 2019), il va être procédé à la dissolution de l'association UNIFED.

Dans ce contexte, la FEHAP vous informe, par la présente, et conformément aux dispositions des articles L. 2261-3 et D. 2231-8 du code du travail de son adhésion à l'accord de branche suivant :

Accord sur la formation professionnelle dans la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif, du 7 mai 2015 (agréé le 31 juillet 2015 et étendu le 4 février 2016) et ses avenants.

Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des signataires de l'accord et de ses avenants ainsi qu'aux organisations syndicales représentatives dans le secteur (en pièce jointe, copie des courriers d'adhésion).

Les formalités de dépôt auprès secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris ont été effectuées.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur général, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur général.

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

ADHÉSION PAR LETTRE DU 6 AVRIL 2019
DE LA CNM À L'ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2018

NOR : ASET1951069M
IDCC : 16

*CNM
Confédération nationale de la mobilité
106, rue d'Amsterdam
75009 Paris*

Paris, le 6 avril 2019.

Madame, Monsieur,

En application de l'article D. 2231-2 du code du travail, la confédération nationale de la mobilité (CNM), entend déposer auprès de vos services son adhésion à l'accord du 13 décembre 2018 relatif au fonctionnement et au financement du dialogue social dans la CCNTR, qu'elle a notifié à l'ensemble des signataires de cet accord, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail.

À cet effet, vous voudrez bien trouver en annexe la lettre d'adhésion adressée à l'ensemble des partenaires signataires de cet accord, ainsi que le dépôt fait auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos salutations distinguées.

Le président.

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190350-000919

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
